

UNION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DE NICE

octobre 89 N° 13

inform

----- EDITO -----

Salut,

L'année qui commence est placée sous le signe de l'exclusion et de l'injustice pour des milliers de jeunes.

Ainsi à Rennes I, 700 bacheliers sont sur liste d'attente, à Lyon près de 1000, à Paris plusieurs milliers. A Nice, plus de 2500 étudiants se sont vu refuser une chambre en cité universitaire.

Il ne s'agit pas d'un mouvement marginal, mais d'une atteinte généralisée au droit à l'éducation et à la formation que nous ne pouvons laisser passer. Pour l'U.G.E.N - U.N.E.F, défendre les intérêts des étudiants, c'est les aider à se rassembler et à s'organiser, être avec eux dans les luttes, multiplier les interventions de nos élus...

Amphis surchargés, filières supprimées, cité U délabrées, R.U dégueulasses, premier tiers de bourses en retard, exclusion des étudiants étrangers, saccage aux examens... Il y a urgence de nous rassembler pour nous défendre. Par nos luttes, nous avons pu obtenir par le passé le maintien de plusieurs sections en lettres, un début de rénovation des cités, de la session de septembre en faculté de Sciences, et des T.D en faculté de Droit.

Alors, même si la rentrée s'annonce des plus difficile, il n'est pas question de se laisser faire.

TOUS UNIS AGISSONS POUR DEFENDRE NOTRE DROIT AUX ETUDES ET LA QUALITE DE NOTRE FORMATION.

Rencontre UNEF-Union des étudiants chinois en France

Robert Injey
Secrétaire à l'orga.

SOLIDARITE

UNE délégation de l'Union des étudiants chinois en France (UECF) et une délégation de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) se sont rencontrées mardi 13 juin à Paris (1). A l'issue de la réunion, un communiqué commun a été diffusé, dont voici le texte :

« Après avoir procédé à un échange d'informations, les deux délégations ont dénoncé vigoureusement la répression qui s'est abattue sur les étudiants et la population chinoise ; ont condamné le massacre du 4 juin, le recours aux arrestations massives, l'usage de la torture et l'appel à la délation.

La délégation de l'UECF a précisé les termes des revendications qui sont les siennes, à savoir :

- 1° L'arrêt de la répression ;
- 2° La levée de la loi martiale ;
- 3° Le soutien au mouvement pour la démocratie et la liberté.

La délégation de l'UNEF, pour sa part, a assuré les étudiants chinois de son entière solidarité et de son soutien actif aux

aspirations démocratiques des étudiants et du peuple chinois.

Les deux délégations sont tombées d'accord pour multiplier les contacts dans les différentes villes universitaires en vue d'organiser toutes sortes d'initiatives de solidarité. En outre, l'UNEF a proposé d'être porteuse d'un message de l'Union des étudiants chinois en France, en participant au 13^e Festival mondial des jeunes et des étudiants qui se déroulera à Pyongyang du 1^{er} au 8 juillet prochain, afin que s'y expriment la colère et les espoirs des étudiants chinois.

Enfin, les deux délégations ont souhaité que des mesures soient prises par les autorités françaises afin de faciliter le renouvellement des titres de séjour des étudiants chinois. »

(1) La rencontre s'est déroulée au siège de l'UNEF.
La délégation de l'UECF était composée de Feng Song Ling, vice-président, et de Ji Ning, secrétaire général. La délégation de l'UNEF était composée d'Olivier Meier, président, de Frédéric Le Brun, secrétaire aux affaires internationales, et d'Eric Marazzanoli, membre du Bureau national.

ON A GAGNÉ !

Comme le faisait remarquer R. Charvin dans ce journal, il y a de cela quelques semaines, la situation de l'université n'était guère brillante... Au moment même où cet article paraissait, une grève était déclenchée à l'U.E.R. lettres et sciences humaines, grève qui mobilisait la section de sociologie ethnologie tout entière pour que les secrétaires, M^{me} Dardel et M^{me} Walter, soient enfin contractualisées après des années de travail non reconnu.

Les étudiants, ainsi que le personnel enseignant, se sont fait entendre par le président de l'université, M. Azaro, et par le rectorat, en occupant périodiquement les locaux de ces deux institutions.

Une manifestation « sauvage » de voitures a même été organisée dans Nice pour informer une population maintenue dans l'ignorance par la presse quotidienne locale, qui refusait de faire passer l'information.

Enfin, le jeudi 24 novembre, après deux semaines de conflit, les étudiants apprenaient avec satisfaction que le ministère était d'accord pour que trois postes vacants à l'université de Nice permettent l'intégration des trois secrétaires.

On ne peut que se réjouir du fait que la voix des étudiants et de leurs professeurs ait été entendue. L'avenir de l'université passe donc par leur vigilance et leur détermination.

P.C.A. : 3-12-88

QU'EST - CE - QUE L'U.G.E.N - U.N.E.F ?

L'U.G.E.N (Union Nationale des Etudiants de NICE) est la composante à Nice de l'U.N.E.F (Union Nationale des Etudiants de France).

L'U.G.E.N - U.N.E.F constitue une force de proposition notamment par l'intermédiaire de ses 33 élus dans les différents conseils de l'Université de Nice.

En 87 - 88, nous avons obtenu le déblocage de plusieurs millions de francs pour la rénovation des cités universitaires, le maintien de certains T.D en Sciences Economiques, le maintien de la session de septembre en Sciences...

En 88 - 89, à l'appel des élus de l'U.G.E.N - U.N.E.F, les étudiants se sont mobilisés contre l'éclatement de la fac de lettres. En Sociologie les étudiants obtiennent le maintien du poste de leur secrétaire de section, au C.E.V.U (Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire) les élus U.G.E.N - U.N.E.F s'oppose à la mise en place de numérus clausus...

Pour l'ensemble des étudiants de Nice, l'U.G.E.N est un instrument indispensable pour la défense de leurs intérêts. Chaque année, elle élabore un programme revendicatif et des propositions qui servent de plate - forme revendicative. Ces propositions sont défendues dans les conseils par les élus U.N.E.F qui, ont la particularité de ne pas travailler seul mais de concert avec l'ensemble des étudiants.

L'U.G.E.N - U.N.E.F se donne comme objectif:

- D'informer les étudiants par des Assemblées Générales, des tracts, l'intermédiaire de journaux d'association (Droit: Passe-Doit(s); Lettres: Gargarisme; Sciences: Ouarcapetan).
- D'agir directement avec l'ensemble des étudiants selon les modes d'action décidés par les étudiants.

C'est ainsi que l'U.G.E.N - U.N.E.F lutte pour la suppression des droits d'inscription, le réinvestissement de l'état dans notre formation, le développement de l'aide sociale (bourses, cité.U).

L'U.G.E.N - U.N.E.F représente à Nice l'UNION Nationale des étudiants de France (créée en 1907 !). En effet, les intérêts des étudiants niçois rejoignent ceux de l'ensemble des étudiants de l'enseignement supérieur. L'U.N.E.F est donc une indispensable force de négociation avec les pouvoirs publics. L'avenir de l'enseignement supérieur, son budget (très insuffisant), la défense des bourses et des oeuvres universitaires (C.R.O.U.S) nous concernent directement. L'U.N.E.F, représentée par des élus dans les organismes tant régionaux que nationaux qui jouent un rôle essentiel dans notre vie étudiante, est l'association étudiante la plus à même de défendre nos droits et nos intérêts.

L'U.N.E.F est répartie dans les villes universitaires de France par Association Générale d'Etudiants (A.G.E).

L'U.G.E.N est elle - même divisée en trois associations (Lettres; Droit; Sciences).

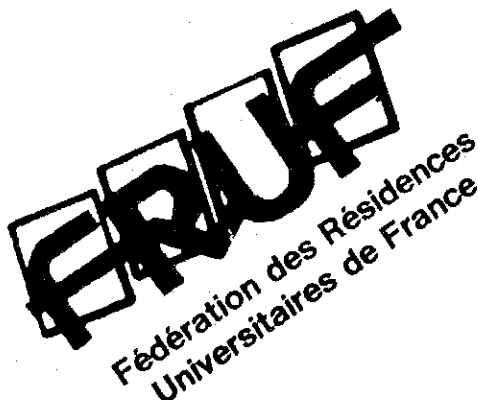
L'association regroupe tous les adhérents d'une fac. Lieu d'information, de décision et d'action, elle est le moteur de notre syndicat. Les adhérents s'y réunissent régulièrement pour discuter des problèmes, généraux ou particuliers, auxquels ils sont confrontés et, décider ensemble des actions à mener. Chaque association tient dans sa fac une permanence. Les locaux de l'U.G.E.N - U.N.E.F offrent un service photocopie aux étudiants, mais sont avant tout un lieu de rencontre avec les étudiants et entre les adhérents.

Le Congrès National est la plus haute instance de l'U.N.E.F. Il réunit chaque année des délégués de toutes les associations de France, qui décident des grandes lignes de l'orientation de l'U.N.E.F. C'est au cours de ce congrès que sont élus le Président de l'U.N.E.F et le Bureau National (B.N) qui veille à l'application des décisions du congrès.

Au niveau local, l'orientation de l'U.G.E.N est définie lors du congrès d'A.G.E (préparatoire au Congrès National). Au cours de ce congrès sont élus le président de l'U.G.E.N et les membres du Collectif d'A.G.E, qui tout comme le B.N veille à l'application des décisions du Congrès. Pour régler les affaires courantes, au sein du collectif est élu un bureau d'A.G.E.

Lenick Le Maignan de Kerangat

BREVE: CITE.U



- Etudiants qui passent leurs examens à la rue car une seule cité est ouverte. Par l'intervention des élus UNEF ; FRUF, exigeons ensemble:

- * Ouverture de 2 cités
- * La construction d'une nouvelle cité universitaire.
- * La rénovation des cités existantes, notamment Jean - Médecin.

LE ROLE DES ELUS

Les élus, représentants des étudiants dans les différents conseils (C.A, C.E.V.U, C.R.O.U.S) ont pour rôle de défendre nos intérêts et d'avancer nos revendications et propositions. Défendre les étudiants, c'est avant tout se concerter avec eux et les tenir informés des décisions qui sont prises. C'est aussi agir avec eux: un élu isolé dans un conseil n'est rien s'il n'a pas derrière lui les étudiants. Oeuvrer au rassemblement de tous les étudiants pour nous défendre, tel est l'objectif que se fixe les élus de l'U.G.E.N - U.N.E.F.

En outre, un élu doit être à même d'intervenir sur tous les problèmes que nous rencontrons sur nos campus. Prétendre se faire élire, c'est avant tout s'engager à assumer son mandat. Les élus U.G.E.N - U.N.E.F oeuvre quotidiennement à contrer le déclin de l'Université, à combattre la sélection sociale et la dégradation de nos formations.

LES POSITIONS DES ELU(E)S UNEF

Concrètement les élus de l'U.G.E.N - U.N.E.F sont à l'offensive avec les étudiants pour exiger au sein des conseils:

- La suppression des droits d'inscription supplémentaires.

- Le retrait des projets visant à privatiser chaque secteur de l'université. (Ex: UFR " Espace et Culture").

- L'égalité des droits entre étudiants français et étrangers. (Abrogation de la loi Pasqua).

- L'obtention d'un budget et d'un nombre d'enseignants nécessaires à l'amélioration de notre formation.

- La rénovation et l'achat de livres pour les B.U et les B.S (Ex: pétition pour la B.U)

- La construction d'une cité.U comprenant 2000 chambres, ainsi que la rénovation de celles existantes.

Dotons nous d'élus combattifs, efficaces et rassembleurs, qui soient les mieux à même de se faire l'écho de nos revendications dans les conseils.

LES ELUS U.G.E.N - U.N.E.F

Université de Nice

C.A: Christophe RICERCHI (L)
Fabien MANNI (Lettres)
Fatima AKEB (Sciences)

C.E.V.U: Pierre CHAILLAN (S)
Régis FERRACCI (L)
Laurence DENIS (D)

C.S: Franck DURAND (Droit)

C.R.O.U.S de Nice

- Olivier BRIARD (Lettres)
- Pierre CHAILLAN (Sciences)
- Robert INJEY (Droit)

COORDONNEES

- Olivier BRIARD: 93.26.94.81
- Pierre CHAILLAN: 94.76.43.83
- Robert INJEY: 92.09.08.61

EXONERATION DES DROITS D'INSCRIPTION

A l'heure actuelle trop rare sont les étudiants qui ne payent pas les droits d'inscription. Ils se limitent pratiquement aux étudiants boursiers.

Mais selon la loi, 10 % des étudiants non boursiers doivent être exonérés de leurs droits d'inscription (ce chiffre ne comprend ni la sécurité sociale, ni la mutualité étudiante).

Seulement, très peu d'étudiants connaissent ce droit. De ce fait, on atteint jamais les 10 % d'exonérer par année, car peu d'étudiants font une demande d'exonération. D'autant plus que l'administration ne fait rien pour encourager cette pratique.

Aussi, l'UNEF va informer les étudiants de leur droit par un tract, distribuer elle-même des exemplaires de demandes d'exonération; veiller à ce qu'elles soient effectivement examinées par une commission, et à ce que le chiffre de 10 % soit atteint.

la fac de lettres où la grève se durcit

Le conseil refuse "Espace et Culture"

De leur côté, les étudiants ont reconduit la grève et comptent occuper ce matin le château de Valrose

La grogne monte d'un ton du côté des étudiants de la faculté des lettres de Nice. Réunis, hier après-midi, en assemblée générale, ils ont voté la reconduction de la grève pour une durée indéterminée, ainsi que l'occupation, dès ce matin, du château de Valrose, pour protester contre la création de l'Unité de formation et de recherches (U.F.R.) « Espace et Culture » (Voir nos éditions du 16, 17 et 18 décembre).

Mécontents, ils le sont, ces étudiants en lettres. Depuis dix jours, aucun cours n'a été donné dans le campus à la suite de l'occupation des locaux. Un mouvement de grève voté et reconduit par les 1.500 étudiants présents à l'assemblée générale qui s'est tenue hier, en début d'après-midi, dans le campus.

Dans le même temps, une délégation de la faculté des lettres de Nice s'est rendue hier matin, à Paris, pour être reçue par le responsable du bureau de la réglementation

universitaire. Une entrevue au cours de laquelle ils auraient appris que ce projet aurait fait déjà l'objet d'un arrêté ministériel.

« Pour s'opposer à l'ouverture de cette unité, il ne nous reste plus que le recours auprès du conseil de l'université de Nice », explique Serge, membre de la commission des étudiants.

En attendant de prendre cette décision, les réfractaires à l'U.F.R. comptent, dès ce matin, occuper les locaux du château de Valrose.

« C'est notre avenir qui est en jeu, poursuit Serge. L'ouverture de cette nouvelle structure, prévue par la loi Savary, aboutirait à la création d'une faculté d'élite subventionnée par le conseil général et par des entreprises privées. D'autre part, ces partenaires se réservent, selon les textes, le droit de fixer le montant des frais d'inscription, ce qui aurait pour conséquence directe d'instaurer une ségrégation par l'argent. »

Ce mouvement de contestation, que les étudiants entendent mener jusqu'à ce que le projet soit retiré purement et simplement, a reçu le soutien du conseil de la faculté des lettres et sciences humaines de Nice.

Dans une motion votée à l'unanimité moins deux abstentions, le conseil, présidé par le doyen Raymondis, a souligné « le caractère artificiel et erroné du dossier accompagnant le projet de création de l'U.F.R. » ainsi que la non-représentativité de « plusieurs personnes qui ont siégé au nom du conseil de l'université de Nice et ont participé aux votes des statuts ».

Une motion claire par laquelle le conseil de la faculté des lettres se range aux côtés des « enseignants, responsables de départements et de laboratoires, ainsi que des étudiants » qui ont manifesté leur hostilité au projet de l'U.F.R.

Le dossier est loin d'être clos.

ELECTIONS UNIVERSITAIRES L'U.G.E.N.-U.N.E.F. EN TÊTE

Annulées après une requête de l'U.N.E.F.-I.D. (syndicat notamment animé par des militants socialistes) les élections universitaires, dans le collège étudiant, ont finalement donné, ce 9 mars, les résultats suivants :

- Solidarité étudiante : U.G.E.N.-U.N.E.F. 599 voix
- U.N.E.F.-I.D. 499 voix
- U.N.I.-C.E.L.F. 264 voix
- Laurier 269 voix
- Sida mental 221 voix
- "Indépendants" 187 voix
- U.N.E.F.-I.D. 187 voix

Il faut noter qu'après des années de blocage administratif, les étudiants parviennent à avoir quelque mal à retrouver le chemin des urnes. La confusion supplémentaire apportée par l'annulation d'un premier scrutin en janvier dernier n'a sans doute pas encouragé une majorité d'étudiants à se déplacer.

Néanmoins ces résultats qui apparaissent comme un sondage grandeur nature confirment l'U.G.E.N.-U.N.E.F. dans sa place de principale association représentative des étudiants. L'U.N.I.-C.E.L.F. (extrême droite - droite) et l'U.N.E.F.-I.D. sont en notable recul. Les autres listes maintiennent leurs influences respectives et leurs nombres de sièges au conseil d'administration. Les responsables de l'U.G.E.N.-U.N.E.F. estiment que ces résultats sont « logiques ». « Notre syndicat est toujours présent sur le terrain et dans toutes les luttes visant à améliorer le quotidien des étudiants. C'est tout naturellement que les listes électoralistes payent

leur absentéisme. »

Relevons enfin qu'à l'U.T. et à l'U.E.R.-E.P.s., les listes « corporatistes » font quasiment le plein des voix : 90 % pour la liste U.T. 95 % pour la liste « Idées nouvelles » des étudiants en éducation physique.

Pour l'U.G.E.N.-U.N.E.F., la faible participation électorale e l'émergence de listes folkloriques dans les autres U.E.R. donnent « un certain malaise au sein de l'université ». « A ceux qui pensent que la situation de l'université est désespérée nous opposons l'idée que la solidarité étudiante existe encore notamment dans les luttes qui ne manqueront pas de s'engager à l'avenir. »

↑
P.C.A.
24-30 / Mars 1989
↓

ELECTIONS AU C.R.O.U.S. DECONFITURE DE L'U.N.I.

Soutenu par la mairie de Nice qui va jusqu'à faire placarder ses affiches anticommunistes en ville, l'U.N.I. (extrême droite universitaire) a subi un cinglant échec aux élections au Centre régional des Œuvres universitaires qui ont suivi de peu les élections universitaires. Même dans son « bastion » de la faculté de droit, l'U.N.I. est nettement distancé.

Les résultats sont les suivants :

Exprimés : 1 049

U.G.E.N.-U.N.E.F. : 47 % des voix et 3 élus (meilleur score depuis 10 ans).

Laurier : 21 % et 1 élu.

U.N.E.F.-I.D. : 16 % et 1 élu.

U.N.I. : 15 % et 1 élu.

Le C.R.O.U.S. est chargé en particulier de gérer l'aide sociale aux étudiants, les restaurants et cités universitaires. Les choix effectués par son conseil d'administration influent donc directement sur la vie quotidienne des étudiants. Le succès de l'U.G.E.N.-U.N.E.F. traduit le fait que les étudiants souhaitent avoir des élus qui les défendent en toutes circonstances.

REJET MASSIF DE L'U.F.R. "ESPACE, CULTURE" ET COCA-COLA

« Un mini-psychodrame » : « une grogne qui se fonde dans l'espace méditerranéen » : « un malentendu » provoqué par des étudiants décrits comme ignorants, voire imbéciles : « le grand quotidien » local n'a pas fait dans la nuance pour tenter de l'extérieur de faire reprendre sagement leurs chères études aux usagers de la faculté

d'accélérer le processus de démolition du service public universitaire donc de créer à grands frais une « fac d'élite » poussant au milieu d'une « fac poubelle » où s'entasseraient les étudiants qui s'accrochent à des formations aussi inutiles, aux yeux des « gagnants », que la psychologie, l'espagnol, l'histoire ou la philosophie.



des lettres et sciences humaines, en grève, avec occupation des locaux, depuis une semaine. A écouter les débats qui traversent cette faculté dans les assemblées générales suivies avec passion, on comprend que le malaise est profond. La faculté des lettres est le parent pauvre d'une université pauvre. Elle manque de tout : de locaux, de matériel, de professeurs mais pas d'étudiant(e)s avides d'acquiescer une formation, un débouché qu'on leur refuse. Et voilà qu'alors que cette faculté se débat dans les pires difficultés, une bande de quatre mercenaires universitaires entend, en se servant sur les dépouilles du service public, monter leur propre « affaire » privée. Sous le couvert fallacieux « d'apporter aux étudiants une filière originale ouverte sur l'avenir » MM. Aubert (CERBOM), Sanouillet U.E.R. civilisations), Le Bourdieu et Dauphiné (faculté des lettres) proposent ni plus ni moins la privatisation d'une partie de l'université grâce à une structure baptisée « Unité de formation et recherche espace et culture ».

Le projet Devaquet repointe ainsi à Nice, et ailleurs, le bout du nez. Avec le soutien financier du conseil général et de son président Jacques Médecin qui dans « sa » mairie privatise à outrance, occasionnant les dégâts que l'on sait pour les familles modestes et les fonctionnaires territoriaux, il s'agit

Les étudiants niçois dont les plus « anciens » ont rejeté le projet Devaquet n'ont pas été dupes. Ils se sont mobilisés, organisés : leur détermination et celle des étudiants communistes ne se dément pas. Nombreux sont les professeurs qui participent à cette lutte parmi lesquels le doyen Raymond qui a proposé au conseil d'U.E.R., la motion suivante (adoptée à l'unanimité, moins deux abstentions) :

« Les membres du conseil de la faculté des lettres et sciences humaines de Nice, réunis le 19 décembre 1988,

« — Considérant le caractère artificiel et erroné du dossier accompagnant le projet de création de l'U.F.R. "Espaces et Cultures" et les nombreuses réactions défavorables exprimées contre ce projet par des enseignants, des responsables de départements et de laboratoires et les étudiants,

« — Considérant l'absence authentique de quorum et le caractère non-représentatif de plusieurs des personnes qui ont siégé au nom du conseil de l'université de Nice et ont participé aux votes de statuts,

« Demandent solennellement à M. le ministre d'Etat, ministre de l'Education nationale, de ne pas promulguer l'arrêté de création de l'U.F.R. "Espaces et Cultures". »

La balle est dans le camp gouvernemental.

P.C.A. : 23.12.88